

## BURKINA FASO

Le rapport du Burkina Faso sur les droits de l'homme reste pauvre, bien qu'il y ait eu quelques avancées dans certains domaines en 2003 et en début 2004. Les droits politiques, particulièrement le droit de changer de gouvernement ne sont pas entièrement appliqués. Le judiciaire subi l'influence de l'exécutif et certains membres des forces de sécurité continuent de commettre des abus en matière de droits humains. Pour aborder ces problèmes, les droits humains et la stratégie de démocratie des Etats-Unis associe plaidoyer et soutien au programme pour attirer l'attention sur les normes internationales en matière de droits humains, mettant l'accent sur la responsabilité et la transparence dans le gouvernement, et éduque la grande et active communauté de l'organisation non gouvernementale sous financée mais qui est engagé dans l'arène des droits humains/de la démocratie. Plusieurs des interlocuteurs fréquents de l'Ambassade ont souligné qu'ils voyaient l'Ambassade américaine comme le meilleur et le plus grand avocat dans le pays pour la promotion des droits humains et de la démocratie.

Encouragés par les missions diplomatiques au Burkina Faso y compris celle des Etats-Unis, les critiques et les campagnes publicitaires faites par les associations des droits de l'homme résultèrent d'un fort déclin des exécutions extrajudiciaires des criminels suspects par la police du Burkina Faso en 2002. Le traitement des détenus accusés dans l'allégation de complot de coup d'état non prouvé en octobre 2003 est aussi une priorité pour les Etats-Unis. L'Ambassadeur répète continuellement au Gouvernement l'importance de la transparence et l'adhésion totale aux normes internationales en matière de respect de droits de l'homme dans le traitement des détenus et l'Ambassade continue de faire pression pour un jugement équitable et rapide ainsi que pour la présentation des preuves en 2004.

Au cours des années passées, à travers le fond de démocratie et les droits de l'homme (DHRF) et les bourses du Centre Culturel (PD), les Etats-Unis ont aidé à équiper de nombreux tribunaux locaux à l'intérieur du pays avec des photocopieuses et des machines à écrire. En 2002, les Etats-Unis ont utilisé les fonds du DHRF pour financer un atelier sur les conditions de détentions dans les prisons au Burkina Faso. A la fin de l'atelier le Ministre de la Justice s'est personnellement engagé à résoudre les dures conditions de vie des prisonniers à travers un certain nombre d'initiatives. Les Etats-Unis continue de suivre de près ce problème avec les organisations des droits de l'homme en visitant les prisons locales. Durant l'année fiscale 2003, le programme DHRF a soutenu la formation innovatrice dans les écoles de Ouagadougou et de Koudougou sur les droits des enfants qui est maintenant considérée par le Ministère de l'Education comme un modèle pour les autres écoles dans les autres districts.

Dans le cadre du programme International Visitor Program, en 2003 et en 2004, les Etats-Unis ont envoyé aux Etats-Unis, de nombreux professionnels exerçant dans les domaines de la démocratie, de la bonne gouvernance, de la résolution des conflits, du SIDA, de l'éducation civique et du journalisme.

La construction des droits de l'homme et de la démocratie restent des objectifs stratégiques dans la politique des Etats-Unis au Burkina Faso. Les Etats-Unis continuent d'encourager le Gouvernement à améliorer son rapport sur la situation des droits de l'homme et à accélérer les réformes démocratiques et particulièrement en ce qui concerne les prochaines élections. L'argent du DHRF soutient aussi d'autres activités en faveur de la promotion des droits de l'homme et du développement démocratique. En plus du parrainage de ces activités avec le financement du programme, l'Ambassadeur et les autres membres de l'Ambassade ont travaillé à promouvoir les droits des femmes et des enfants et les droits des personnes infectées par le VIH/SIDA.

Les programmes financés par les Etats-Unis mettant l'accent sur la formation des journalistes en investigation et le reportage politique amenant ensemble les partis politiques à considérer la nécessité des réformes électorales et le plaidoyer personnel de l'Ambassadeur à encourager les partis de l'opposition à participer pleinement dans le processus des réformes politiques a été récompensé lors des élections législatives de 2002. Aussi bien les observateurs internationaux que nationaux ont affirmé que les élections étaient libres et équitables, sans cas de fraudes sérieuses ou d'harcèlement n'ait été rapporté. En plus, tous les partis d'opposition ont participé et quadruplé leur représentation en prenant 49 pour cent des sièges. Pour la première fois depuis la restauration de multipartisme politique en 1992, le Burkina Faso a réellement une législature pluraliste.

Le pays se prépare maintenant pour les élections de 2005 à élire le président et aussi les représentants communaux (un bureau nouvellement crée dans le cadre du plan de décentralisation du Burkina Faso). La tournée politique pour ces élections a déjà débuté au plan national. La subvention du Fonds pour les Droits de l'Homme et la Démocratie a soutenu la production d'une pièce sur les droits et les obligations des citoyens dans une démocratie, en particulier pendant les élections, la pièce sera jouée dans les milieux ruraux en différentes langues locales.

Les subventions du PD (Centre Culturel) ont été utilisées pour financer des programmes sur les droits des personnes invalides/infirmes, pour produire des programmes radio sur les droits de l'homme, sur le processus démocratique et électoral, pour soutenir des associations locales dans la promotion des droits de l'homme, le développement du système judiciaire et les droits des femmes et enfin pour récompenser les journalistes qui ont publié des articles concernant le journalisme d'investigation.

Dans la poursuite de la politique des Etats-Unis pour la promotion de la liberté religieuse, l'Ambassade a parrainé beaucoup d'ateliers et des débats explorant les différentes religions et l'importance de la tolérance. Les Etats-Unis ont aussi envoyé 3 participants à un programme dans le cadre du International Visitor Program sur l'islam en démocratie, et les participants ont rapporté que la visite a positivement influencé leurs attitudes. La Section du Centre Culturel de l'Ambassade rencontre régulièrement aussi la Communauté Musulmane du Burkina.

Les Etats-Unis ont envoyé aussi bien des participants militaires que civiles à des programmes du Centre Africain d'Etudes Stratégiques (ACSS) leur permettant ainsi d'avoir une idée sur les travaux militaires dans une société démocratique.

En utilisant les fonds du Département américain de l'Emploi, le programme International pour l'éradication du travail des enfants et le projet Burkinabé contre le trafic des enfants ont financé un atelier sur un projet de lutte contre le trafic des enfants durant la dernière législation de 2002. L'Assemblée Nationale a adopté la loi en Mai 2003 et travaille maintenant à l'éducation du public en ce concerne ses dispositions. Deux nouvelles subventions du Bureau de Contrôle et de lutte contre le trafic des personnes et le Bureau International des Narcotiques et d'application des lois financent aussi un livret d'information sur une nouvelle loi aussi bien sur un documentaire sur les dangers du trafic des enfants. Au cours de l'année fiscale 2003, les financements du Bureau de Contrôle et de lutte contre le trafic des personnes et du Bureau International des Narcotiques et d'application des lois ont été pour un programme de formation à grand succès sur le trafic dans les polices locales des 13 régions du Burkina Faso. En 2003, le Programme International contre le travail des enfants du Département Américain de l'Emploi a financé à hauteur de 3 millions de dollars un projet de lutte contre le trafic des enfants à travers l'éducation, pour être mis en œuvre par Save The Children-Canada. A travers le fonds du DHRF, l'Ambassade a aussi parrainé des programmes sur l'excision, le mariage forcé, les droits des femmes et des enfants, les droits des personnes vivant avec le VIH/SIDA et le problème de l'exclusion sociale.